

LE 5 MARS : EN GRÈVE DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ !

Depuis quelques semaines plusieurs laboratoires de recherche et départements de l'université de Strasbourg s'organisent contre la mise en place prochaine de la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche ainsi que la réforme de la formation des enseignant•es. Les personnels s'inscrivant dans cette mobilisation ont décidé de répondre à l'appel «Le 5 mars, l'Université et la Recherche s'arrêtent»

La LPPR : vers toujours plus de précarité

Le texte de la LPPR est encore inconnu et les seuls documents «officiels» sur le sujet sont les rapports de 3 groupes de travail remis au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Ces rapports semblent faire les bons constats sur le financement de la recherche publique ainsi que sur la précarisation croissante des acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche... mais toutes les recommandations s'inscrivent dans une doctrine néo-libérale de concurrence, de financement de la recherche sur projets et sur la généralisation des contrats précaires. Ainsi, la LPPR prévoirait une augmentation de la part des financements concurrentiels au détriment des financements récurrents permettant à tous les acteurs de la recherche publique qui doivent déjà chercher des financements avant de pouvoir faire de la vraie recherche. Les dernières déclarations d'E. Macron sur le sujet sont claires : ce sont surtout des projets dans le domaine de l'innovation, c'est-à-dire de la recherche à débouché direct pour les entreprises privées, qui seront sélectionnés. De tels projets sont limités dans le temps et donc leur financement aussi. Ainsi, des contrats dits «contrats de projets» seront créés et seront présentés comme des CDI mais s'arrêteront dès que le projet sur lequel le contrat est appuyé s'arrête. Il sera aussi facile de se séparer d'un personnel sur ce type de contrat que si il était en intérim...

Parmi les recommandations des groupes de travail se trouve aussi l'augmentation du recours aux vacataires d'enseignement dans les universités. A l'Université de Strasbourg, les derniers chiffres disponibles montrent que le nombre d'heures de vacations correspond à l'équivalent d'environ 800 postes de Maîtres de Conférences. Les heures de vacations sont calculées en Heures Equivalent TD (HETD). Si on intègre la même règle que celle utilisée dans les status des enseignants-chercheurs pour déterminer le nombre d'heures de travail correspondant à une HETD, les vacataires sont payé.e.s en dessous du SMIC horaire.

La LPPR prévoit aussi des CDD longue durée (6 ans) pour attirer des enseignants chercheurs en les rémunérant plus avantageusement qu'un poste de statutaire de Maître de Conférence. Au sortir de ces contrats, un poste de Professeur des Universités leur serait proposé. Cela serait bien entendu réservé à une sorte d'élite de la recherche et porterait un coup global au status de Professeur des Universités car cette position serait donc plus uniquement accessible par concours.

La LPPR sera donc bien dans la droite ligne de tout ce que fait le gouvernement d'E. Philippe : précarisation maximale pour le plus grand nombre et ponts d'ors pour les plus nantis...

Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace

1, rue Sédillot

67000 Strasbourg

sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info



LE 5 MARS : EN GRÈVE DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ !

La réforme du master MEEF : caporalisation et précarisation des futur•es enseignant•es

Avec la réforme du master MEEF, les étudiant•es passeraient le concours en M2 tout en étant en responsabilité devant les élèves avec un statut de contractuel. Ce statut de contractuel pourrait également entraîner une perte de salaire de 40 % par rapport au statut de fonctionnaire-stagiaire. En cumulant, le concours à obtenir, les responsabilités devant les classes, certainement un mémoire de recherche et des examens pour valider le M2, c'est à nouveau un véritable parcours du combattant dissuasif qui est mis en place.

Ne nous y trompons pas, l'objectif n'est pas renforcer la formation mais bien de développer un vivier d'enseignant•es contractuels non titulaires d'un concours et qui ont néanmoins obtenu un master MEEF. Cette réforme prolonge les transformations en cours dans la fonction publique avec la fermeture de postes aux concours, le recours accru aux contractuels et la fin du statut de fonctionnaire avec l'introduction de la rupture conventionnelle à l'initiative de l'administration. Pour le gouvernement il s'agit de mettre en concurrence les fonctionnaires et les enseignant•es contractuel•es par un système de primes déjà annoncé.

Cette concurrence entre fonctionnaires et contractuel•es se doublera d'une concurrence entre corps. En effet, en CAPES les consignes du ministère prévoient d'accorder davantage de place à la didactique, au détriment des exigences scientifiques du CAPES sont revues à la baisse au profit de contenus purement utilitaristes. A cela s'ajoute la refonte de l'oral du concours qui prévoit un entretien professionnel où les candidats devront se vendre en montrant leur adhésion aux « valeurs de la république » ou expliquer leurs motivations à exercer ce métier.

Le maintien de l'agrégation en l'état va créer un fossé entre les certifié•es et les agrégé•es. Aux uns les collèges et établissements de seconde zone et aux autres les lycées et classes préparatoires. Les certifié•es, après deux années de caporalisation, seront réduits à un travail d'exécutant•es des méthodes pédagogiques douteuses préconisées par le ministère, au mépris de la liberté pédagogique.

En ajoutant à cela la réforme des retraites par 49-3, le gel du point d'indice jusqu'en 2022, Blanquer ne pouvait mieux s'y prendre pour faire perdre toute attractivité au métier.

A nous de refuser cette nouvelle attaque contre nos métiers en nous mettant massivement en grève !

**MANIFESTATION AU DEPART
DU PATIO (CAMPUS CENTRE) 15H**

Sud éducation Alsace c/o Solidaires Alsace

1, rue Sédillot

67000 Strasbourg

sudeducalsace@gmail.com -- www.sudeducalsace.info

